

## Réponse de l'ADEeF à la consultation publique n° 2020-07 du 19 mars 2020 relative à la composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

*Cette contribution n'est pas confidentielle.*

### **Question 1 : Etes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?**

Les gestionnaires de réseau membres de l'ADEeF sont globalement favorables aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 et souhaitent mettre en avant deux autres principes :

- la simplicité -- les évolutions envisagées doivent prendre en compte les conséquences sur les systèmes d'information des GRD ;
- la couverture des coûts supportés par les GRD, qui demeure un principe fondamental de la détermination du TURPE.

### **Question 2 : Etes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?**

L'ADEeF est globalement favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE.

Le principe de tarification au coût marginal permet une allocation plus efficace et équitable des coûts. Le déploiement progressif de systèmes de comptage évolués et la production de données de soutirage qu'ils permettent conduisent et conduiront à proposer des améliorations pour renforcer l'efficacité du signal tarifaire.

### **Question 3 : Etes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?**

L'ADEeF est globalement favorable aux évolutions de méthodologies envisagées par la CRE sans être toutefois à même de se prononcer sur les paramètres utilisés.

### **Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?**

L'ADEeF est favorable à l'évolution proposée.

L'augmentation de la composante « puissance souscrite » de la facture des clients professionnels relevant des tarifs HTA et BT  $\geq 36\text{kVA}$  sera compensée par une réduction de la part proportionnelle à l'énergie.

Par ailleurs, pour ces clients, cela sera sans effet notable sur le report des consommations des heures pleines vers les heures creuses entre TURPE 5 et TURPE 6.

**Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?**

L'ADEeF a eu l'occasion de s'exprimer sur ce sujet dans sa réponse à la consultation publique du 23 mai 2019. Cette option est peu souscrite. Pour faire face à certaines situations locales, l'ADEeF considère que la contractualisation avec les flexibilités locales des installations raccordées au réseau de distribution est aujourd'hui un levier d'optimisation plus adapté.

**Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?**

La généralisation des options à 4 plages temporelles, associée à un rééquilibrage entre les barèmes énergie et puissance, permettra à terme de simplifier la construction de la structure des tarifs et de refléter plus finement les coûts de réseaux.

L'ADEeF rappelle toutefois que tous les GRD ne déploient pas les systèmes de comptage évolué selon le même rythme. Elle maintient donc sa proposition d'adapter le calendrier en fonction de l'équipement ou non des clients en compteur évolué.

En outre, pendant la période intermédiaire pour les clients qui ne sont pas encore équipés de compteur évolué, les options non saisonnalisées devront continuer à faire l'objet d'une construction tarifaire cohérente, afin d'éviter une reconstruction artificielle complexe et potentiellement discriminatoire.

**Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT  $\leq 36\text{ kVA}$  ?**

L'ADEeF est favorable au bon reflet de la saisonnalité des coûts variables du TURPE. Elle est favorable à l'évolution des coefficients de la composante de soutirage BT  $\leq 36\text{ kVA}$  qui va dans le sens d'un rééquilibrage entre la part fixe et la part variable de la composante de soutirage du TURPE.

L'ADEeF s'interroge toutefois sur l'évolution du prix des heures creuses sur les tarifs à structure historique et, pour l'hiver, sur les nouveaux tarifs 4 plages.

**Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?**

L'ADEeF maintient sa proposition d'adapter le calendrier en fonction de l'équipement ou non des clients en compteur évolué. Elle est donc favorable au maintien d'options dérogatoires accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, jusqu'au terme du déploiement, en cantonnant ces offres aux cas résiduels.

En outre, pendant la période intermédiaire pour les clients qui ne sont pas encore équipés de compteur évolué, les options non saisonnalisées devront continuer à faire l'objet d'une construction tarifaire cohérente, afin d'éviter une reconstruction artificielle complexe et potentiellement discriminatoire.

**Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?**

L'ADEeF est favorable à la facturation, à terme, du surcoût de la relève à pied résiduelle, aux utilisateurs qui en sont responsables, et à la communication aux clients du prix de la facturation de ces coûts additionnels, significatifs à tous les niveaux.

**Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?**

L'ADEeF s'était exprimée lors de la consultation publique du 23 mai 2019 pour que le positionnement des heures creuses en fonction des spécificités locales, et de la disponibilité au niveau des postes sources, concerne tous les niveaux de tension, afin d'en récupérer un bénéfice total sur le réseau.

Le déploiement progressif des compteurs évolués permettront de choisir des plages d'heures creuses toujours plus fines en fonction de spécificités locales, charge au GRD de conserver une maille suffisante pour assurer la validité du signal tarifaire.

Cette mise en place doit également se faire dans le cadre d'un dialogue resserré avec les fournisseurs.

**Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension  $\leq 36$  kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?**

Si l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension  $\leq 36$  kVA devait se faire à terme, elle devra être compatible avec les rythmes de déploiement des compteurs communicants, propres à chaque GRD, et avec les évolutions supplémentaires des systèmes de comptage et des SI, rendues nécessaires par la complexité de mise en œuvre.

L'ADEeF note que pour conserver une tarification équitable, le niveau de la part fixe et de la puissance y compris en été devra être suffisant pour refléter correctement les coûts de réseau à tous les utilisateurs, y compris ceux qui pourraient souscrire une puissance très faible en hiver et une puissance élevée en été alors que le réseau doit être entretenu toute l'année (par exemple les clients « résidences secondaires »).

**Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?**

L'ADEeF est favorable à cette solution, qui permet une régulation des comportements.

**Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?**

Les développements que connaissent l'autoconsommation individuelle et l'autoconsommation collective mettent en lumière une réflexion plus large sur les tarifs.

L'ADEeF a noté que les dispositions tarifaires relatives à l'autoconsommation feront l'objet d'une consultation spécifique à l'automne 2020.

En tout état de cause, les GRD accompagnent le déploiement de ces dispositifs et rappellent que l'autoconsommation individuelle et l'autoconsommation collective doivent rester neutres, *i.e.* ne pas générer de transferts de coûts supplémentaires entre utilisateurs du réseau.